



04

**MARCHÉ  
DU TRAVAIL**



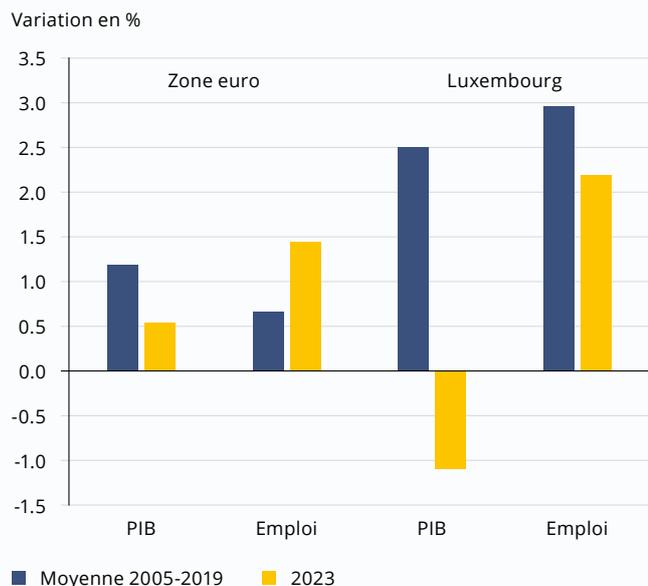
Depuis l'été dernier, l'emploi a progressé au Luxembourg quasiment au même rythme qu'en zone euro. Pour cette dernière, ce rythme est encore appréciable, surtout considérant le manque d'élan de l'activité économique, renvoyant vers une certaine rétention d'emploi. En revanche, pour le Luxembourg, une telle croissance est symptomatique d'une situation de crise, reflétant la récession de l'activité en 2023. L'affaissement des effectifs dans la construction contribue significativement à ce piètre résultat.

Par ailleurs, en zone euro, cette croissance de l'emploi est suffisante pour stabiliser le taux de chômage à son plus bas historique (6.5% de la population active). Au Luxembourg, se caractérisant par des dynamiques démographiques et migratoires différentes, le chômage a, par contre, fortement augmenté au cours de 2023. Paradoxalement, il s'est stabilisé à 5.6% depuis la fin de 2023, alors même que l'emploi continue à perdre son élan. Une hausse de l'inactivité pourrait expliquer ce décalage.

Le STATEC table dès lors sur une poursuite de la remontée du taux de chômage vers 5.8% en moyenne cette année (5.9% pour 2025). La croissance de l'emploi freinerait cette année à +1.3% (après +2.2% en 2023), puis se redresserait légèrement à +1.7% en 2025.

Graphique 4.1

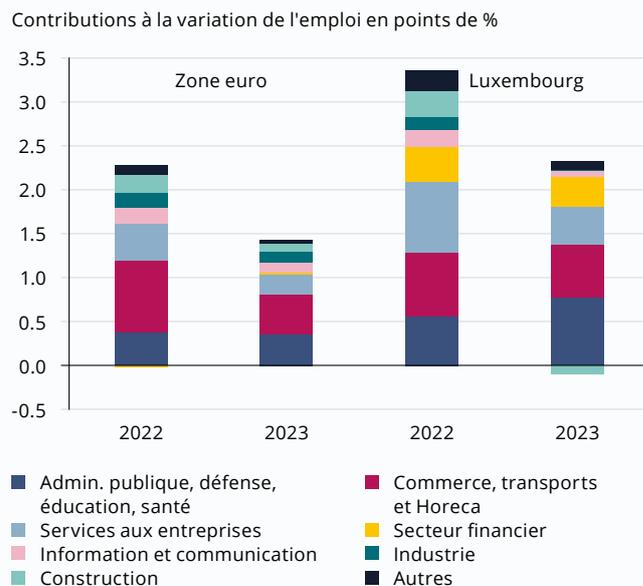
Comparé à l'activité, l'emploi était encore relativement dynamique l'an dernier



Sources: Eurostat, STATEC

Graphique 4.2

La progression de l'emploi au Luxembourg a été largement soutenue en 2023 par les services non marchands



Sources: Eurostat, STATEC

<sup>1</sup> Selon les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises en zone euro, le taux de firmes signalant que les difficultés de recrutement limitent leur activité a reculé depuis l'automne 2022, mais reste très élevé dans une perspective historique au printemps 2024 (28% pour les services non financiers, 26% dans la construction, 20% dans l'industrie).

<sup>2</sup> La Commission européenne note dans ses prévisions du printemps 2024 qu'en avril 2024, 10.4% des firmes dans l'UE avaient simultanément anticipé une réduction de leur production et une croissance ou un maintien de l'emploi.

<sup>3</sup> Ce phénomène a déjà été observé lors de crises antérieures, cf. Note de conjoncture 1-10, pp. 115-123.

## Vers un rééquilibrage du marché du travail en Europe

Tandis que la sortie de la pandémie a été marquée par une pénurie historique de main-d'œuvre en Europe (cf. taux de vacance et de chômage sur les pages suivantes), le freinage marqué de l'activité depuis la fin de 2022 contribue à rapprocher la demande et l'offre de travail<sup>1</sup>. Cette dernière a quant à elle bénéficié en zone euro de taux d'activité et d'emploi record (de 75 et 70%) ainsi que de l'immigration, amenant la progression de la population active à +1.2% l'an dernier, en dépit du vieillissement de la population.

La croissance de l'emploi en zone euro de 1.4% en 2023 se compare très favorablement à la moyenne de long terme (cf. graphique 4.1), contrairement à celle du PIB (en volume). À côté du décalage avec lequel le marché du travail réagit à l'activité, une certaine rétention d'emploi devrait jouer un rôle dans cette bonne résistance. L'expérience de la pénurie de main-d'œuvre pousserait certaines entreprises à maintenir leurs effectifs, voire à recruter, même quand leur activité se réduit<sup>2</sup>. Cette rétention d'emploi va nécessairement aux dépens de la productivité (-1% en 2023 en zone euro, par tête)<sup>3</sup>.

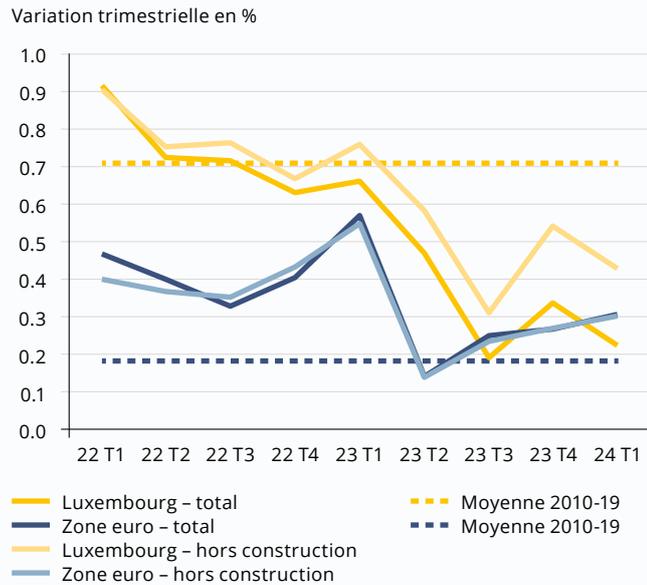
## L'Espagne, principal moteur de croissance

Sur la deuxième moitié de 2023 et le début de 2024, c'est l'Espagne qui contribue pour presque moitié aux créations d'emploi en zone euro, avec une progression moyenne de 1% par trimestre sur cette période (contre +0.3% pour la zone euro en moyenne). Au niveau des branches, près d'un emploi sur deux créé en Espagne émane de la catégorie commerce, transports et Horeca. La plupart des autres États de l'union monétaire affichent des taux de croissance très faibles mais positifs sur la fin de 2023 et le début de 2024, avec le Luxembourg au milieu du peloton.

Le freinage de l'emploi en zone euro en 2023 provient principalement des activités du commerce, des transports et de l'Horeca (boostées encore en 2022 par la reprise post-Covid), des services aux entreprises (dont la progression tombe en dessous de la moyenne de la dernière décennie) et de la construction (cf. graphique 4.2). La progression de l'emploi dans la construction renoue en zone euro – avec +1.5% en 2023, après +3,2% en 2022 – avec sa moyenne des années 2015-19, tandis que les effectifs sont en retrait au Luxembourg (-0.9% en 2023) et dans deux autres pays (-0.1% pour l'Autriche et -7.1% pour la Finlande).

Graphique 4.3

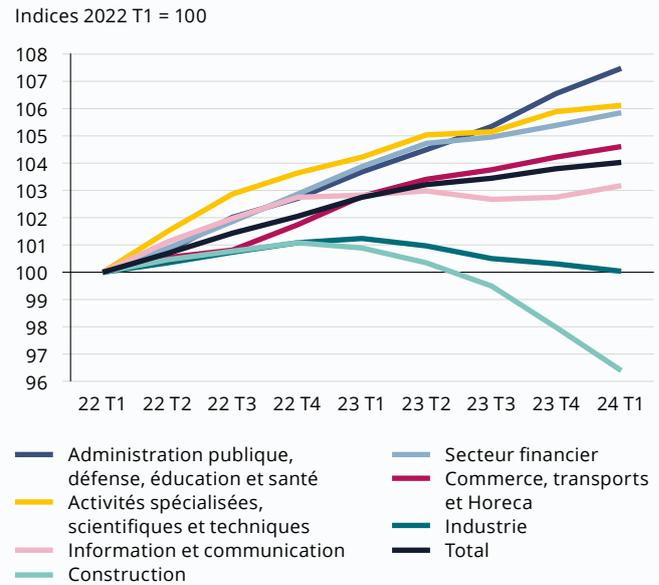
### La progression de l'emploi au Luxembourg a rejoint celle de la zone euro



Sources: Eurostat, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.4

### Perte d'entrain de l'emploi dans la plupart des branches au Luxembourg



Source: STATEC (comptes nationaux, données désaisonnalisées)

## Freinage de l'emploi beaucoup plus marqué au Luxembourg qu'en zone euro

La progression de l'emploi au Luxembourg rejoint celle de la zone euro sur la 2<sup>e</sup> moitié de 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024, alors que sur la dernière décennie, le différentiel en faveur du Luxembourg était de l'ordre de 0.5 point de % par trimestre. Les mauvais résultats dans la construction n'y sont pas étrangers: hors construction, l'écart historique serait uniquement réduit de moitié (cf. graphique 4.3).

Selon des données mensuelles préliminaires, la croissance de l'emploi pourrait s'affaiblir davantage au Luxembourg au 2<sup>e</sup> trimestre, pénalisée par le léger recul de l'emploi entre janvier et avril (-0.1%). Avec uniquement +1.0% sur un an en avril, la progression annuelle atteint un plus bas depuis la crise de 2009/2010 (hors Covid).

### Perte de dynamisme (presque) généralisée

Si l'emploi maintient le cap dans les services non marchands (+3.8% sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2024), une détérioration a affecté au cours de 2023 la majorité des autres branches (cf. graphique 4.4). Le recul dans la construction constitue de loin le principal frein à la progression de l'emploi, suivi par les ralentissements dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques et le secteur financier.

Dans la construction<sup>4</sup>, près de 3 000 emplois ont disparu depuis le pic d'octobre 2022 (soit environ 6% des effectifs) avec une aggravation graduelle au cours de 2023. Y contribuent les faillites, responsables l'an dernier de 1 150 pertes d'emploi dans la construction, puis de 660 au seul 1<sup>er</sup> trimestre 2024<sup>5</sup>. Les perspectives d'emploi (tirées des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises) se sont encore fortement dégradées entre janvier et avril 2024<sup>6</sup>, ne laissant pas entrevoir d'amélioration à très court terme. S'ils se confirment, l'arrêt de la décreue de la valeur ajoutée (+1.2% sur un trimestre en T1) et la baisse probable des taux d'intérêt font pourtant espérer du mieux à partir de la 2<sup>e</sup> moitié de 2024. Dans un premier temps, un volume accru de l'activité pourrait se traduire par un rétablissement de la durée de travail qui avait fortement reculé l'an dernier et/ou un recours accru au travail intérimaire (encore en baisse jusqu'en janvier 2024, dernière donnée disponible).<sup>7</sup>

<sup>4</sup> Cf. aussi chapitre 2.

<sup>5</sup> Attention dans la comparaison des chiffres énoncés: les 3 000 emplois perdus cités au début du paragraphe constituent une perte nette d'emplois, alors que la baisse liée aux faillites est atténuée du fait qu'une partie des travailleurs ont retrouvé par la suite un emploi dans la branche.

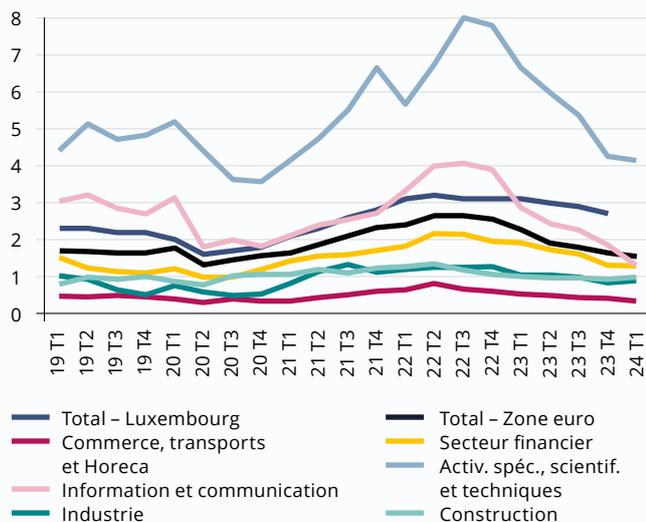
<sup>6</sup> Un certain rebond s'observe en mai, mais constitue pour le moment un mouvement isolé.

<sup>7</sup> Les entreprises dont l'activité principale relève des codes NACE 41.200 - Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels et 43.1 - Démolition et préparation des sites ont été déclarées en crise conjoncturelle (décision gouvernementale du 25 janvier 2024), ce qui les rend éligibles au chômage partiel pour les mois de février à juillet 2024. Le recours à cette aide a été très limité: une quarantaine d'entreprises par mois ont vu leurs demandes prévisionnelles avisées favorablement (alors que les codes NACE concernés renfermaient 850 entreprises en 2022).

Graphique 4.5

**Le taux d'emplois vacants a significativement reflué au Luxembourg, mais reste très élevé en zone euro**

En % des postes occupés et vacants

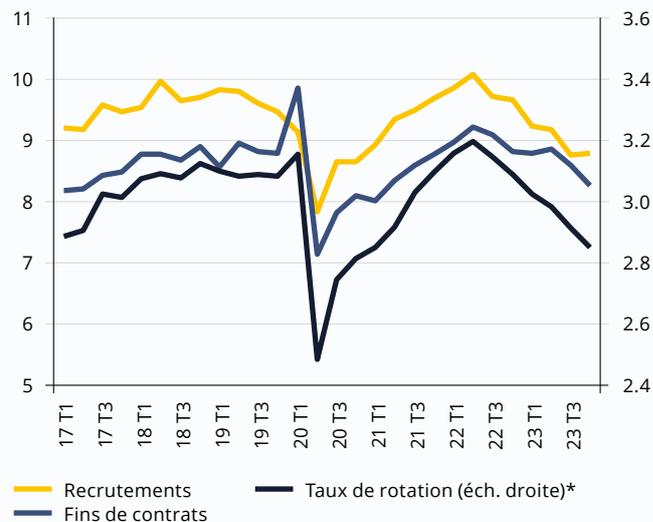


Note: Les données par branche concernent le Luxembourg.  
Sources: Eurostat, ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.6

**Moins de mouvements sur le marché du travail**

En % de l'emploi salarié



\* Recrutements + fins de contrats p.r. à l'emploi salarié.  
Sources: IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

8 Soit un repli de plus de 200 emplois sur un an, alors que 1 300 postes y étaient encore créés en 2022.

La crise dans la construction contribue également au ralentissement de l'emploi dans la branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques où l'on constate un repli de l'emploi salarié de 1% (soit près de 90 personnes) dans les activités d'architecture et d'ingénierie entre juillet 2023 et février 2024. L'essentiel du ralentissement de la branche provient pourtant des activités des sièges sociaux, très dynamiques par le passé (+12% en moyenne par an depuis 2015), où l'emploi recule de 2% sur un an au début de 2024<sup>8</sup>. Le taux d'emplois vacants de cette branche, très élevé en 2022, continue à se tasser au début de 2024 (à l'instar de la majorité des branches, cf. graphique 4.5).

L'emploi dans le secteur financier affiche également une nette perte d'élan depuis l'été dernier (+1.9% sur un an en T1 24, contre +3.8% encore en T2 23), témoignant – avec un certain décalage – du recul de l'activité en volume (cf. chapitre 2). Ce ralentissement reflète en premier lieu celui de la gestion de fonds (+3.6% de salariés sur un an en février, contre +9.2% un an auparavant), alors que les effectifs des banques progressent de manière faible mais stable (+0.5% sur un an) et ceux des assurances continuent sur leur lancée (+3.3% sur un an).

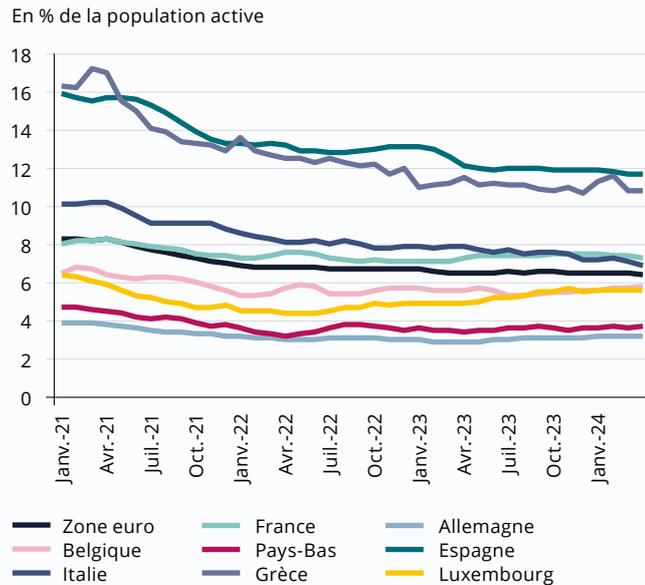
### Un marché du travail moins fluide

Le ralentissement de l'emploi salarié observé l'an dernier (à +2.1%, après +3.4% en 2022) résulte d'une baisse plus marquée des recrutements (-6.7% en 2023) que des fins de contrat (-2.2%), en général fortement corrélées (cf. graphique 4.6). Cette baisse des flux implique un taux de rotation – rapport entre la moyenne (recrutements, fins de contrat) et l'emploi salarié total – en net repli. Ce dernier tombe à un plus bas depuis 2015 (hors année Covid 2020), ce qui pénalise les nouveaux entrants sur le marché du travail (cf. hausse du chômage des jeunes).

La construction contribue, à côté des services aux entreprises (y compris l'intérim), le plus à ce repli du taux de rotation (ou roulement). Les fins de contrat dans la construction se sont stabilisées depuis 2022 à un niveau relativement élevé (par rapport à l'avant-crise Covid), alors que les embauches ont chuté de 16% en 2023. Depuis le début de 2023, ces dernières sont inférieures aux fins de contrat (et l'écart continue à se creuser), engendrant une baisse des effectifs.

Graphique 4.7

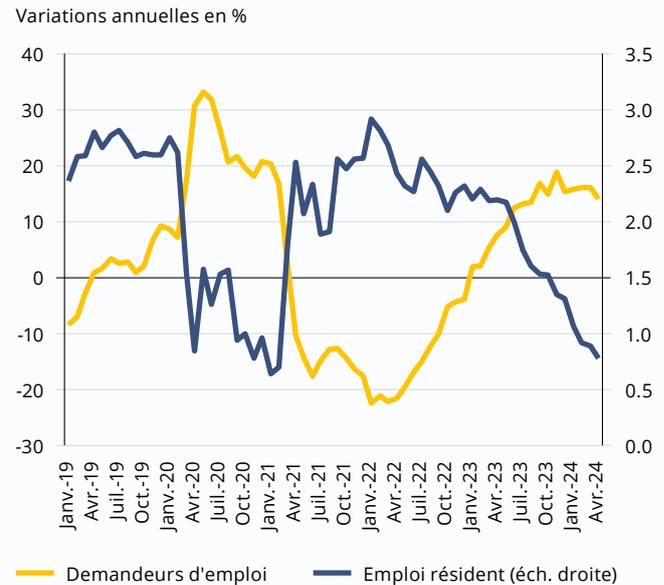
### Le Luxembourg se démarque par une hausse significative du taux de chômage depuis le printemps 2023



Sources: Eurostat, Macrobond (données désaisonnalisées)

Graphique 4.8

### Plafonnement récent du chômage, alors que l'emploi résident continue à ralentir fortement



Sources: ADEM, STATEC

## Le chômage à un niveau plancher en Europe...

Depuis le printemps 2023, le taux de chômage de la zone euro s'est stabilisé à environ 6.5% de la population active (un plus bas historique). Les baisses continues dans les pays du Sud (Espagne, Grèce et Italie) permettent d'éviter un relèvement du taux moyen, face à de faibles hausses de taux observées dans les poids lourds Allemagne et France. L'écart des taux de chômage au sein de la zone euro est ainsi en train de se rétrécir (les pays du Sud affichaient les taux les plus élevés, un réservoir de main-d'œuvre qui permet aujourd'hui d'alimenter l'emploi face à la pénurie de main-d'œuvre en Europe).

## ... alors qu'il plafonne actuellement au Luxembourg

Le Luxembourg compte parmi les pays de la zone euro ayant connu les plus fortes hausses du taux de chômage par rapport à 2022 (derrière l'Estonie, la Finlande et la Lituanie). La progression de l'emploi observée au Luxembourg est largement insuffisante pour y stabiliser le taux de chômage, compte tenu d'une population plus jeune et plus dynamique (suite à l'afflux de migrants, d'où une moindre pression baissière du vieillissement sur le chômage)<sup>9</sup> et de l'importance de l'emploi frontalier.

À cet égard, la stabilisation du taux de chômage depuis novembre dernier à 5.6% de la population active face à l'inertie de l'emploi paraît surprenante (cf. graphique 4.8 et page suivante).

## Hausse du chômage des jeunes

Le nombre de chômeurs augmente de 15% sur un an en avril 2024 (+2 300 personnes environ), mais certains profils connaissent des hausses plus élevées. Il s'agit des hommes (+21%), des jeunes (+17% pour les moins de 30 ans), des personnes diplômées de l'enseignement supérieur<sup>10</sup> (+23%), des ressortissants de pays hors UE-27 (+17%) et des Portugais (+16%). Les métiers du support à l'entreprise (+22%)<sup>11</sup> et de la construction (+43%) contribuent le plus à la hausse, mais l'industrie et la catégorie banque, assurance et immobilier affichent également des taux de progression annuels supérieurs à 20%.

<sup>9</sup> Cf. Note de conjoncture 1-23, p. 56.

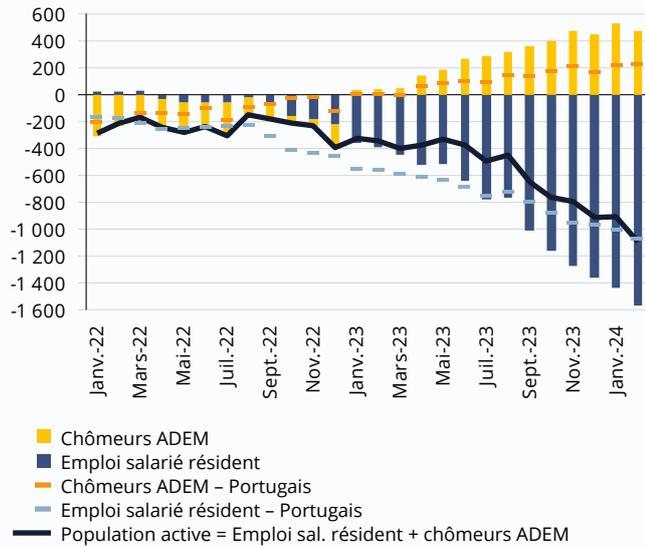
<sup>10</sup> Cf. Note de conjoncture 2-23, p. 43 et "Zoom sur les demandeurs d'emploi avec qualification supérieure" de l'ADEM (décembre 2023).

<sup>11</sup> Y contribuent notamment les catégories secrétariat et assistance, comptabilité et gestion ainsi que systèmes IT.

Graphique 4.9

**La baisse de l'emploi dans la construction ne se reflète que partiellement dans la hausse des chômeurs**

Variation annuelle en nombre de personnes

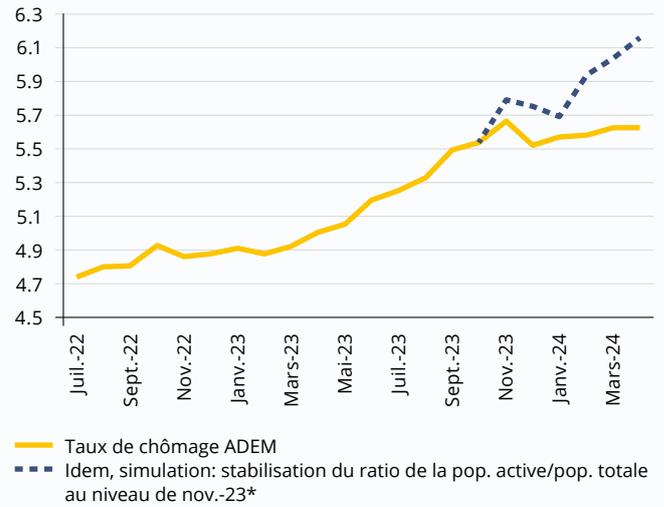


Sources: ADEM, IGSS, STATEC

Graphique 4.10

**Le chômage freiné par une hausse de l'inactivité?**

En % de la population active



\* Avec l'hypothèse forte que la baisse s'explique entièrement par des chômeurs non inscrits à l'ADEM.  
Sources: ADEM, STATEC

**12** Bureau International du Travail. La personne doit simultanément être sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines et avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines (ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois).

**13** Si les départs vers l'étranger des Portugais en âge de travailler (notamment vers le Portugal et la France) étaient relativement nombreux en 2022 et 2023 (+20% environ par rapport à la moyenne 2018-2021), le rythme de baisse de la population portugaise (influencée aussi par les naturalisations) tend plutôt à se réduire en ce début d'année.

**14** Le taux d'activité est généralement calculé par rapport à la population en âge de travailler (71.9% en 2023). En l'absence de données de population infra-annuelles par tranche d'âge, la population active est ici rapportée à la population totale (à court terme, la structure d'âge devrait être plutôt stable).

En ce qui concerne les jeunes, les chiffres de l'ADEM pourraient sous-estimer la remontée réelle du phénomène du chômage parmi cette population. Selon l'Enquête sur les forces de travail, seulement 1 jeune sur 5 (15-24 ans) classé comme chômeur au sens du BIT<sup>12</sup> s'est inscrit à l'ADEM en 2023, cette part étant en baisse tendancielle (1 sur 2 encore en 2016). À l'entrée de 2024, le taux de chômage de cette classe d'âge (au sens du BIT) se chiffrait à 20% de la population active, contre 17% en 2022.

Une partie des licenciés de la construction pourrait également passer sous les radars de l'ADEM. La baisse nette de l'emploi salarié résident de 1 600 personnes sur un an en février se compare ainsi à une hausse annuelle des chômeurs inscrits à l'ADEM de seulement 500 personnes. Les Portugais sont fortement surreprésentés dans la baisse de l'emploi (-1 100 sur un an en février), pour une hausse des chômeurs portugais inscrits dans la construction de seulement 230 personnes. D'autres explications de ces décalages sont possibles (réorientations vers d'autres branches, départs du pays), mais paraissent d'importance mineure au vu des dernières données disponibles, du moins pour expliquer le plafonnement récent du taux de chômage.<sup>13</sup>

**Stabilisation du chômage au prix d'une hausse de l'inactivité?**

Le fait que la population active (emploi résident + chômeurs ADEM) piétine depuis la fin de 2023 (données désaisonnalisées) – alors que la population totale continue à s'accroître – indiquerait une remontée de l'inactivité<sup>14</sup> et du chômage non renseigné à l'ADEM respectivement. Si le ratio population active/population totale s'était stabilisé au niveau de novembre 2023 (il est passé de 46.5% à 46.2% en avril 2024), on compterait quelque 1 800 actifs additionnels en avril 2024. Faisant l'hypothèse, certes forte, que la situation de toutes ces personnes s'apparente réellement au chômage, on assisterait à une continuation de la hausse du chômage (taux proche de 6.2% en avril, p.r. à 5.6% observés, cf. graphique 4.10), plus cohérente avec le freinage continu de l'emploi. Les données issues de l'Enquête sur les forces de travail pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2024 témoignent également d'une poursuite de la remontée du chômage (au sens du BIT).

De manière générale, les chômeurs sont plus enclins à passer à l'inactivité, surtout en situation de basse conjoncture (manque de perspectives d'embauche et expiration ou absence de droits aux indemnités). On observe d'ailleurs une baisse du nombre de chômeurs non indemnisés inscrits à l'ADEM (-560 personnes entre nov-23 et avril-24,

Tableau 4.1

## Marché du travail – données observées et prévisions

	Scénario central					Taux d'intérêt plus élevés pour plus longtemps <sup>1</sup>		Les banques centrales clament victoire sur l'inflation <sup>2</sup>	
	2023	1995-2023	2023	2024	2025	2024	2025	2024	2025
	Niveau (personnes)	Évolution (en % ou en points de %)	Évolution en % sauf si spécifié différemment						
Population totale <sup>3</sup>	672 050	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	1.8	1.7
Solde migratoire (% de la pop. tot.)	10 376	.	1.5	1.5	1.4	1.4	1.3	1.5	1.4
Population en âge de travailler <sup>4</sup>	430 199	1.9	1.6	1.5	1.4	1.4	1.3	1.5	1.4
Population active	309 126	2.1	2.3	1.8	1.6	1.8	1.6	1.8	1.7
Taux d'activité (% de la pop. en âge de travailler) <sup>5</sup>	.	71.2	71.9	72.1	72.3	72.1	72.3	72.1	72.3
<i>Idem, femmes</i> <sup>5</sup>	.	62.0	68.8	69.0	69.3	69.0	69.3	69.0	69.3
Emploi total intérieur	512 583	3.1	2.2	1.3	1.7	0.8	0.4	1.5	2.0
dont: frontaliers entrants	233 437	5.2	2.7	1.4	1.9	0.6	-0.2	1.8	2.5
emploi résident	292 965	2.0	1.8	1.2	1.5	1.0	1.0	1.3	1.6
Durée de travail moyenne	.	-0.3	0.3	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5
Nombre de chômeurs (ADEM)	16 161	4.7	10.9	13.0	3.9	16.7	10.2	10.9	3.0
Taux de chômage (% de la pop. act.) <sup>5</sup>	.	4.6	5.2	5.8	5.9	6.0	6.5	5.7	5.8

<sup>1</sup> Dans ce scénario défavorable, différents facteurs déclenchent une hausse des taux d'intérêt (e.a.: perturbations du transport maritime international, escalade des tensions militaires entre le Hamas et Israël). Pour un descriptif précis, cf. étude 7.1.

<sup>2</sup> Dans ce scénario favorable, les pressions inflationnistes continueraient à refluer, ce qui engendrerait un relâchement de la politique monétaire plus forte que dans le scénario central. Pour un descriptif précis, cf. étude 7.1.

<sup>3</sup> Au 31 décembre.

<sup>4</sup> 20-64 ans.

<sup>5</sup> En niveau.

Source: STATEC (2024-2025: prévisions)

données désaisonnalisées), ce qui expliquerait au moins en partie la stabilisation du taux de chômage ADEM.

### Du mieux l'année prochaine?

Si une hausse de l'inactivité semble actuellement contenir le chômage enregistré, le STATEC anticipe encore une légère remontée du taux vers 5.8% sur l'ensemble de 2024 (puis 5.9% pour 2025). Le revers de la médaille pourrait être une moindre baisse du taux de chômage, une fois que l'emploi rebondit (une partie des postes pourrait être pourvue par des anciens inactifs, à la place des chômeurs inscrits).

Selon les prévisions du STATEC, l'emploi freinerait à 1.3% cette année (soit le pire résultat depuis le +1.0% de 2009). Cette croissance présuppose déjà un certain renforcement jusqu'à la fin de l'année, le taux de croissance annuel étant descendu à seulement +1.0% en avril. L'an prochain, un timide rétablissement porterait la croissance à 1.7% (à comparer à une croissance moyenne de long terme de plus de 3%).

Cette trajectoire reflète un certain rebond de l'emploi dans le secteur privé non financier (+0.8% pour 2024, +1.5% pour 2025), profitant d'une fin de la décrue dans la construction et, de manière générale, d'une légère reprise de la valeur ajoutée à partir de cette année. L'emploi du secteur financier continuerait par contre à ralentir à l'horizon 2025 (+1.3%, après +2.2% pour 2024 et +3.3% encore en 2023), suite à une activité qui serait encore en baisse en 2024. L'emploi du secteur non marchand devrait également freiner, mais alimenterait encore la progression de l'emploi avec des taux proches de 3% (après +3.3% en 2023).

La baisse anticipée de la durée moyenne du temps de travail, cohérente avec la trajectoire baissière observée sur les dernières années et le contexte économique médiocre, soutiendrait la croissance de l'emploi. Une moindre baisse amputerait la croissance de l'emploi de plusieurs points de % (cf. étude 7.1). Un résultat bien plus négatif en termes de progression de l'emploi et hausse du chômage pourrait également découler de la réalisation du scénario qui prévoit une nouvelle hausse des taux d'intérêt (cf. tableau 4.1).

Selon les prévisions de printemps 2024 de la Commission européenne, le taux de chômage de la zone euro resterait ancré à son niveau plancher, malgré un affaiblissement graduel de la croissance de l'emploi (+0.7% pour 2024 et +0.5% pour 2025, après +1.4% en 2023).